

L'ADP FAIT L'ETAT DE LA NATION

DECLARATION 06/ADP/06 SUR LA GESTION ACTUELLE DU PAYS



L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) suit avec une très grande inquiétude l'évolution de la situation en République Centrafricaine.

Elle est autant plus préoccupée que les évènements qui s'y succèdent sont non seulement de nature à compromettre très dangereusement la paix et l'unité nationale encore fragiles, mais s'accompagnent malheureusement d'une absence de déclarations claires, sages et rassurantes du Chef de l'Etat à la Nation, ce qui frise incontestablement un mépris inacceptable pour le peuple centrafricain.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) rappelle que tout homme public, en commençant par le premier responsable de l'Etat, qui est le Président de la République, a le devoir de rendre compte, c'est-à-dire de s'expliquer devant la nation dont il n'est que le serviteur.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) rappelle les différents sacrifices consentis par le peuple centrafricain en vue de préserver l'unité nationale et la paix; le calme qui a précédé et suivi les élections présidentielles et législatives de 2005 en est une parfaite illustration.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) note avec inquiétude que la porte de la réconciliation nationale et la paix ouverte par le Dialogue National, se referme progressivement et dangereusement depuis la fin de ce forum malgré les incessants rappels du Comité de Suivi des Actes du Dialogue National, émanation du Dialogue National, lui-même émanation du peuple centrafricain.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) appelle très fermement l'attention des pouvoirs publics que le peuple centrafricain qui aspire à la paix et à la démocratie pour se développer, n'entend pas sortir d'un chaos pour entrer dans un autre, fait de violence, d'insécurité, de terrorisme politique, bref le déchirement en tout genre. Elle est déjà trop en retard et creuserait ainsi inévitablement sa tombe.

Pour cela, L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) dont l'un des objectifs majeurs est la paix et l'unité nationale, condamne avec fermeté ce qui suit :

1 - Exactions commises sur la population civile de Paoua

Se basant sur des sources indépendantes concordantes, appuyées par des témoignages des déplacés ayant réussi à gagner Bangui, l'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) s'inquiète non seulement de la situation dramatique de la population de cette zone, mais aussi et surtout des violations massives des droits de l'homme par les belligérants et plus particulièrement par les forces de défense nationale.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) rappelle que la mission première de tout gouvernement démocratique est la défense de l'intégrité physique de la population civile. Il est par conséquent inadmissible que le gouvernement garde un mutisme complice sur la tragédie que vivent les compatriotes de Paoua. L'ADP (L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès) demande donc :

Fermement au gouvernement d'assumer ses devoirs à l'égard de la population civile du Nord de notre pays qui constitue le poumon économique de la République Centrafricaine à travers l'élevage et l'agriculture.

Elle demande par ailleurs qu'une enquête neutre et indépendante fasse la lumière très rapidement sur cette triste situation dans l'intérêt de la sécurité du pays et de son image à l'intérieur.

2 - Du recours aux tracts

Les tracts anonymes comme les fiches mensongères ou de délations ont eu des conséquences abominables dans un passé assez récent dans la société Centrafricaine.

Le Dialogue National a eu non seulement à condamner unanimement, mais à voter une recommandation forte contre cette pratique de nature tribaliste, ayant pour effet de nuire à l'unité et à la cohésion nationale, de favoriser l'exécution, surtout de conduire les dirigeants à prendre des décisions graves, erronées, portant atteinte à la liberté ainsi qu'à la vie des citoyens.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) déplore et condamne fermement le retour regrettable de cette pratique alors que le gouvernement dispose de tous les moyens d'investigation et de sanction au lieu de favoriser un tel procédé qui crée une psychose nuisible à la paix et à la cohésion nationales.

3 - Célébration de la journée du 15 mars 2003

La célébration du Coup d'Etat dans un contexte désormais démocratique ne se justifie pas.

Bien qu'habillé d'un «sursaut patriotique», le Coup d'Etat du 15 mars 2003, quelle que soit sa motivation a été avant tout, une prise de pouvoir par les armes, donc une rupture de la démocratie.

C'est justement pour cette raison que la communauté nationale et internationale avait exigé un retour rapide à l'ordre constitutionnel, le régime issu de ce Coup de force étant exceptionnel et provisoire.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) condamne la célébration d'un Coup d'Etat dès l'instant où le retour à la légalité constitutionnelle a été marqué par des élections démocratiques qui ont légitimé le pouvoir de l'actuel Président de la République et consacré les nouvelles institutions de la République.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) estime que le chef de l'Etat peut, s'il le désire et si le moyen les permettent, ne fêter que son élection démocratique aux pouvoirs de l'Etat car il ne peut à la fois célébrer un Coup d'Etat et son accession démocratique à la tête de l'Etat.

Aussi l'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) condamne des dépenses inutiles dans un contexte pourtant très difficile pour une fête qui ne se justifie pas et refuserait d'y prendre part.

4 - Augmentation des salaires et diverses indemnités des membres du gouvernement et de certaines personnalités de l'Etat.

Par un récent décret signé le 06 février 2006, le Président de la République a augmenté de manière assez sensible, les salaires et diverses indemnités des membres du gouvernement et de certaines personnalités de l'Etat.

Tout en reconnaissant que les salaires et autres avantages des personnalités centrafricaines sont bas et sans commune mesure avec ceux des pays de la sous région, l'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) estime que compte tenu de la situation économique de la République Centrafricaine, y accepter de hautes fonctions ou travailler comme fonctionnaires ou agents de l'Etat relève tout d'abord d'un sacrifice personnel pour la patrie.

Ce sacrifice est supporté par tous les fonctionnaires et agents de l'Etat depuis 1985, date du blocage de leurs salaires et des effets financiers de leurs avancements jusqu'à ce jour.

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) condamne l'augmentation des salaires ainsi que les diverses indemnités des ministres et de certaines personnalités dans le contexte actuel où l'Etat n'est pas en mesure de faire le même geste aux autres fonctionnaires et agents de l'Etat confrontés surtout à la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires consécutives au relèvement du prix du carburant (dénoncé dans sa déclaration N°05ADP/ du 03 février 2006).

L'ADP (Alliance pour la Démocratie et le Progrès) s'interroge par ailleurs sur le recensement contrôle paiement qui avait pour objectif la maîtrise de la masse salariale et si les résultats de cette opération doivent aboutir à cette augmentation.

fait à Bangui le 03 mars 2006

Olivier E. Gabirault

Mardi 07 Mars 2006

Lu 20 fois

<http://www.leconfident.net>